



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2002/33
4 mars 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-huitième session
Point 9 a) de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS
FONDAMENTALES, OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE,
NOTAMMENT: QUESTION DES DROITS DE L'HOMME À CHYPRE

Note du Secrétaire général

La Commission des droits de l'homme, dans sa décision 2001/102 du 25 avril 2001, a décidé, sans procéder à un vote, de conserver à son ordre du jour un alinéa *a* intitulé «Question des droits de l'homme à Chypre», et de lui accorder la priorité voulue au cours de sa cinquante-huitième session, étant entendu que les mesures à prendre en vertu des résolutions antérieures de la Commission sur la question (voir la résolution 1987/50, qui est la plus récente) demeurerait applicables, y compris la demande qui m'était adressée de présenter à la Commission un rapport sur la mise en œuvre de ces mesures. Le rapport ci-joint, soumis en application de cette décision, donne un aperçu des préoccupations en matière de droits de l'homme à Chypre, en vue de leur examen par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, dans la mesure de ses capacités actuelles. Le rapport couvre la période du 30 novembre 2000 au 16 janvier 2002.

Rapport présenté en application de la décision 2001/102
de la Commission des droits de l'homme

I. APERÇU GÉNÉRAL

1. Chypre reste divisée. Une zone tampon établie par la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre sépare les deux parties du pays et la situation politique n'a pas évolué. Cependant, conformément à sa mission de bons offices, le Secrétaire général a poursuivi ses efforts en vue de trouver une solution globale au problème chypriote et, à la suite de l'accord auquel ils sont parvenus le 4 décembre 2001, S. E. M. Glafcos Clerides et S. E. M. Rauf Denktash ont engagé des pourparlers directs à Chypre dans l'espoir de parvenir à un règlement durable.

II. PRÉOCCUPATIONS EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME

2. Les préoccupations en matière de droits de l'homme, dans le cas de Chypre, découlent dans une large mesure de la division de l'île par une ligne de cessez-le-feu et de la situation politique actuelle, restée sans solution. Cette division a des conséquences pour l'exercice d'un certain nombre de droits de l'homme sur l'ensemble de l'île, notamment la liberté de circulation et de résidence, les droits de propriété, la liberté de religion, les droits économiques, sociaux et culturels, et les droits de l'homme du point de vue de la question des personnes disparues.

3. Comme l'ont noté par le passé plusieurs organismes des Nations Unies créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, la division de Chypre constitue un obstacle majeur à la jouissance des droits de l'homme. Elle restreint l'application et la mise en œuvre des mécanismes de protection des droits de l'homme sur l'ensemble de l'île, et il est difficile de vérifier si les habitants du nord de l'île jouissent effectivement de leurs droits de l'homme¹.

4. Bien que les autorités chypriotes turques du nord de l'île aient annoncé en 2000 un assouplissement de certaines restrictions à la liberté de circulation, on a signalé un manque de cohérence dans la mise en œuvre des nouvelles mesures. Les autorités gouvernementales auraient tendance à dissuader les particuliers d'aller dans le nord.

5. L'une des questions liées à la liberté de circulation est celle de la participation de membres de la communauté chypriote turque et de la communauté chypriote grecque à des activités intercommunautaires. D'après certaines informations, le nombre de rencontres entre

¹ Voir, entre autres, les conclusions du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale: Chypre, adoptées le 10 août 2001 (A/56/18, par. 256 à 277); les observations finales du Comité des droits économiques, sociaux et culturels: Chypre, adoptées le 3 décembre 1998 (E/1999/22-E/C.12/1998/26, par. 273 à 299); les observations finales du Comité des droits de l'homme: Chypre, adoptées le 3 avril 1998 (A/53/40, vol. I, par. 180 à 202); les observations finales du Comité des droits de l'enfant: Chypre, adoptées le 7 juin 1996 (A/53/41, par. 223 à 254); les conclusions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes: Chypre, adoptées le 23 janvier 1996 (A/51/38, par. 42 à 66); la décision 1 (59) sur Chypre, adoptée par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale le 10 août 2001 (A/56/18, par. 481).

Chypriotes grecs et Chypriotes turcs dans la zone tampon a diminué, de nombreuses manifestations programmées n'ayant pu avoir lieu du fait de restrictions à la participation des Chypriotes turcs imposées par les autorités du nord de l'île.

6. Le Comité des personnes disparues, organe autonome tripartite, est mandaté par l'Assemblée générale pour enquêter sur le sort de toutes les personnes portées disparues à la suite des violences intercommunautaires de 1963 et des événements de 1974 et après. Le Comité est composé de trois membres. La partie chypriote grecque et la partie chypriote turque désignent chacune un membre. Le troisième membre est choisi par le Comité international de la Croix-Rouge avec l'accord des deux parties et nommé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Depuis janvier 2000, il n'y a pas de troisième membre, mais le premier assistant du troisième membre du Comité des personnes disparues a continué de collaborer avec les deux parties pour essayer de surmonter les obstacles et permettre au Comité d'atteindre ses objectifs. Durant la période à l'examen, M. Clerides et M. Denktash ont adressé des lettres au Secrétaire général contenant des propositions spécifiques concernant les activités du Comité. Au cours d'un dîner, le 29 décembre 2001, et lors d'une réunion, le 11 janvier 2002, les deux dirigeants ont abordé en particulier la question des personnes disparues et sont convenus de reprendre cette question ultérieurement dans le courant de l'année.

7. Depuis juin 1999, le Gouvernement chypriote exécute un programme unilatéral d'exhumation et d'identification des corps, dans des fosses communes du sud. La mise en œuvre de ce programme a permis de résoudre une dizaine des cas dont le Comité des personnes disparues avait été saisi.

8. Selon certaines informations, les Chypriotes grecs et les Maronites du nord ne peuvent pas léguer de biens immobiliers situés dans le nord si leurs héritiers n'y résident pas.

9. Les visites commémoratives et les pèlerinages annuels de Chypriotes grecs au monastère d'Apostolos Andreas et de Chypriotes turcs au tekké du sultan Hala dans le sud et à Kokkina dans l'ouest, interrompus depuis août 2000, n'ont pas repris. En août 2001, la partie chypriote grecque a annoncé qu'elle était prête à autoriser les visites au tekké du sultan Hala mais pas à Kokkina, à moins que les forces turques/les forces de sécurité chypriotes turques ne se conforment aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies sur Strovilia et que les restrictions à la circulation des membres de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre ne soient levées.

10. La situation économique dans le nord de l'île n'est guère encourageante. Des entreprises turques auraient été contraintes à la fermeture en raison du boycott et des confiscations de biens organisés par leurs clients chypriotes grecs. À ce sujet toutefois, le Procureur général a déclaré le 19 décembre 2001 que «le commerce avec les zones occupées n'est pas illégal, mais autorisé, sauf là où se posent des problèmes, par exemple sur le plan sanitaire».

11. Le 10 mai 2001, dans l'affaire *Chypre c. Turquie*, la Cour européenne des droits de l'homme a conclu que la Turquie avait violé 14 articles de la Convention européenne des droits de l'homme en ce qui concerne diverses questions, notamment les droits des Chypriotes grecs portés disparus et de leur famille, les droits des Chypriotes grecs déplacés de regagner leur domicile et de reprendre possession de leurs biens dans le nord de Chypre et les droits à la liberté de religion et d'expression des Chypriotes grecs vivant dans le nord.

12. Le 23 mai 2001, dans l'affaire *Denizci et autres c. Chypre*, la Cour européenne des droits de l'homme a conclu que le Gouvernement chypriote avait violé la Convention européenne des droits de l'homme en ce qui concerne l'interdiction d'infliger des traitements inhumains et les droits à la liberté, la sécurité et la libre circulation des requérants, un groupe de Chypriotes turcs vivant dans le sud. La Cour a accordé aux requérants une satisfaction équitable pour préjudice non pécuniaire.

13. Le 26 juin 2001, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté une résolution intérimaire déplorant le fait que la Turquie ne se soit toujours pas conformée à ses obligations découlant de l'arrêt rendu dans l'affaire *Loizidou c. Turquie*. Dans cet arrêt, publié en décembre 1996, la Cour européenne des droits de l'homme a estimé que la Turquie avait violé les droits de propriété d'une ressortissante chypriote résidant à Nicosie. La requérante possédait des biens dans le nord de Chypre mais avait perdu toute maîtrise de ceux-ci, y compris toute possibilité d'usage et de jouissance, parce que les autorités lui en refusaient l'accès. Le 28 juillet 1998, la Cour a décidé que la Turquie devrait verser une juste indemnité à la requérante.

14. Il convient de souligner que la situation des droits de l'homme à Chypre serait transformée si l'on parvenait à un règlement d'ensemble.
